Conférence de presse du 14 mars sur soirée/débat santé/hôpital du 25 mars à Capvern

La guerre en Ukraine occupe actuellement et à juste titre, tous les esprits. Cependant cette actualité ne saurait nous faire oublier qu'il y a en France une campagne électorale qui doit se mener car l'élection présidentielle va engager selon la situation du rapport des forces lors de son issue, des choix cruciaux qui influeront sur la vie quotidienne de chacune et de chacun d'entre nous pour les mois et les années à venir.

Deuxième préoccupation après le pouvoir d'achat, la préoccupation des Françaises et des Français pour leur santé est légitime tant celle ci est malmenée par nos conditions de vie qui se détériorent. De plus les inégalités se creusent avec les dépassements d'honoraires pratiqués par une partie de la profession médicale et la non pratique du tiers payant dans le secteur privé. En effet, 5 % de la population n'a pas de mutuelle et une partie importante n'a pas non plus, les moyens d'avancer le règlement des consultations médicales.

Il devrait donc être primordial pour les candidates et les candidats de traiter de ce sujet en priorité. Or c'est loin d'être le cas, notamment pour les candidates et les candidats de droite et d'extrême droite! La santé figure bien dans leurs projets mais en termes de coût et non comme un besoin à satisfaire. Il faudrait pourtant répondre à ces besoins de manière beaucoup plus importante en terme de démocratie sanitaire, de formation des salariés, de moyens en personnels supplémentaire, en matériel et en entretien des locaux, particulièrement pour le service public hospitalier.

Depuis plusieurs mois, plusieurs années, les gouvernements successifs n'ont eu de cesse d'affaiblir ce service public hospitalier en l'obligeant par la loi à faire de nos hôpitaux des entreprises gérées comme dans le privé et soumises à la rentabilité et donc à la concurrence. De plus, l'activité hospitalière publique finance directement les profits immédiats de quelques secteurs privés comme les laboratoires de médicaments et d'analyses, les fabricants de matériels et souvent la santé privée.

Le résultat de ces orientations a acculé nos hôpitaux à une purge systématique des moyens, notamment au niveau des effectifs. Aujourd'hui ceux ci sont au bord de l'implosion, au bord de la rupture de fonctionnement. En effet, les conditions de travail se sont à ce point dégradées que l'on assiste actuellement à des départs massifs de personnels jamais connue depuis des décennies. La surcharge d'activité due à la pandémie et à l'intransigeance du pouvoir actuel, qui à refusé les moyens supplémentaires nécessaires réclamés par les professionnels de santé depuis des années, ont aggravé cette situation.

Ces départs, ces renoncements affectent notamment le personnel soignant. Des infirmiers et infirmières, des médecins, quittent actuellement le service public pour soit changer d'activité, soit rejoindre des cliniques privées, soit rejoindre l'activité

libérale. Cette vague de départ affecte l'ensemble des hôpitaux publics de France. Les quatre hôpitaux des Hautes Pyrénées sont touchés au même titre que les autres.
Face à ce phénomène, les directions d'hôpitaux forcent les équipes au fonctionnent en sous effectifs. et décident avec l'aval des autorités sanitaires et politiques, de fermer des services ou des structures , voire des hôpitaux comme c'est le cas dans notre département et la fermeture programmée de l'hôpital de Tarbes et de celui de Lourdes. D'autre part, des réductions d'activité sont imposées à l'hôpital de Bagnères de Bigorre et aussi en psychiatrie aux Hôpitaux de Lannemezan.

Dans ce cadre, nous affirmons encore une fois, que le **projet d'hôpital unique** est un mauvais projet. C'est un projet de concentration des moyens. Cela veut dire en termes libéraux des réductions de lits, des suppressions de postes et de la privatisation. En conséquence, celles et ceux qui pourront payer iront dans le privé en acceptant les dépassements d'honoraires et les autres attendrons des mois, feront des heures d'attente aux urgences ou annuleront leurs soins pourtant nécessaires au détriment de leur santé. C'est, entre autre, pour toutes ces raisons que nous nous opposons dans notre département à ce sinistre projet.

Dans ce contexte, au plan national, à quelques jours de l'Élection Présidentielle, nous portons avec notre candidat Fabien Roussel, des propositions pour sortir de cette crise organisée qui vise à mettre à mal, voire à décimer le service public hospitalier.

C'est ainsi que ***le PCF 65 organise le 25 mars à Capvern à 20h30 à la Salle Wolinsky Place du 14 juillet, une RÉUNION PUBLIQUE/DÉBAT en présence de Michèle LEFLON qui est praticienne hospitalière, dirigeante nationale du PCF, Présidente de la Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité. Elle y déclinera les propositions du candidat communiste à la Présidentielle Fabien Roussel en matière de santé et de protection sociale.***
Cette réunion publique sera précédée à 17h30, d'un atelier ouvert aux personnels de santé et aux organisations syndicales pour construire des réponses adaptées aux réalités locales en réponse aux besoins de santé sur notre territoire.

Quelle démocratie sanitaire pour remplacer le diktat des ARS et des mandarins
Quel système de santé et quels moyens pour des hôpitaux publics de proximité.
Quels plans de formation pour faire évoluer les carrières et recruter du personnel.
Quelles rémunérations des personnels pour rendre attractives les professions.
Quels financements pour une sécurité sociale solidaire assurant la prise en charge à 100 % de tous les besoins de santé.
Comment résoudre le problème des déserts médicaux.
Comment véritablement prendre en soins toutes les personnes âgées et handicapées dépendantes sans restes à charge pour les familles.
Comment extraire la santé du système marchand dans les années à venir.

Tels seront les thèmes que nous traiterons lors de cette soirée.